



## Santé publique

### Démographie des professionnels de la santé : nouvelles mesures gouvernementales

- Un observatoire national, installé en juillet 2003, a pour mission une meilleure connaissance de l'implantation géographique et de l'activité des professionnels de la santé. Vingt-six comités régionaux sont également créés pour être plus proches de la réalité de terrain.
- Pour faire face aux difficultés liées aux évolutions démographiques prévisibles des professions médicales et des pharmaciens, le gouvernement a relevé plusieurs *numerus clausus* pour 2004. Cette mesure augmente les effectifs d'étudiants s'engageant en formation initiale.

	Numerus clausus		Variation	
	2003	2004	absolue	relative
Médecine	5 100	5 600	+ 500	+ 9,8 %
Pharmacie	2 450	2 600	+ 150	+ 6,1 %
Odontologie <sup>(1)</sup>	850	930	+ 80	+ 9,4 %
Sage-femmes	940	975	+ 35	+ 3,7 %

<sup>(1)</sup> – Médecine dentaire

- Par ailleurs, des mesures doivent permettre d'orienter l'installation ou le maintien des professionnels dans des zones où les conditions d'exercice s'avèrent difficiles. Ainsi, le projet de loi en faveur du développement des territoires ruraux prévoit la possibilité d'aide des collectivités territoriales aux professionnels de santé dans les zones menacées.
- De plus, ont été prévues au Comité interministériel d'aménagement et de développement du territoire (CIADT) de septembre, une exonération de la taxe professionnelle pour les professionnels de santé qui s'installent dans les zones de revitalisation rurale, sur délibération des collectivités locales, ainsi qu'une aide financière de l'Etat à l'installation et au regroupement des médecins en zone sous-médicalisée.



## Vie associative

### Les financements de l'Etat aux associations

Dans sa réponse à une question du député Joël Giraud (23 juin 2003) sur les financements de l'Etat aux associations dans la durée <sup>(1)</sup>, le ministre du budget a notamment répondu que les subventions demeurent, quelles que soient leurs modalités d'attribution, « des soutiens financiers octroyés de façon précaire, discrétionnaire et facultative ne permettant pas de les consi-

dérer comme un outil financier au service de la pérennisation des associations ». Qu'on se le dise...

<sup>(1)</sup> – Débats de l'Assemblée nationale, 8 septembre 2003, p. 6935.



## Des rendez-vous à ne pas manquer

### Délocaliser : pourquoi ? le 20 novembre à Craon

Dans le cadre de son programme sur la compréhension de la mondialisation, l'Université rurale du pays de Craon organise une conférence le jeudi 20 novembre, à 20h30, salle de Pantigny (derrière la mairie) à Craon, avec Jacques Fache, enseignant-chercheur à la Faculté de géographie de Nantes, sur le thème « Délocaliser : pourquoi ? ». Entrée : 3 euros.

#### Programme :

- Histoire et mécanismes de la mobilité des zones de conception, production, transport, consommation des produits (sur le plan mondial).
- Mobilité des capitaux, des outils de production, des hommes.
- Dans le cadre de l'OMC, quels atouts/contraintes pour la France ? Est-on gagnant ou perdant ?
- Qui sont les décideurs (Etat, détenteurs de capitaux, multinationales, mafias, FMI...) ?
- Quels contre-pouvoirs (Etats, lobbies, mouvements sociaux, consommateurs...) ?



### Les enjeux de la prévention dans notre système de santé le 28 novembre à Laval

L'Union régionale de Culture et Promotion et des CEAS des Pays de la Loire (UR.CP-CEAS) et le CEAS de la Mayenne organisent une après-midi de réflexion sur les enjeux de la prévention dans notre système de santé, le vendredi 28 novembre, de 13 h 45 à 18 h, à la Maison de l'Europe, 18 rue du Cardinal-Suhard, à Laval.

Au programme, notamment une intervention de Christian Rouby, rapporteur de la commission sanitaire et sociale au Conseil économique et social régional, sur le thème de la place du citoyen dans le système de santé.

Également la présentation d'expériences locales en termes de prévention-santé : gérontologie dans le pays de l'Ernée, santé des populations immigrées,

prévention et insertion des populations jeunes autour du sport, santé communautaire dans un quartier à Mayenne...

Participation gratuite. Inscription obligatoire (places limitées). Renseignements et inscriptions au CEAS (tél. 02 43 66 94 34 – mél. ceas53@wanadoo.fr).



### 2<sup>e</sup> forum de la solidarité internationale les 17 et 23 novembre à Laval

Sur l'année 2003/2004, la Coordination d'associations de solidarité internationale de la Mayenne (CASI), qui regroupe actuellement dix-huit associations adhérentes, a choisi de réfléchir et d'informer sur les questions liées à l'école, à l'éducation, et leurs liens avec le développement dans les pays du Sud.

Dans le cadre de la Semaine de la solidarité internationale, la CASI organise son 2<sup>e</sup> forum avec tout d'abord, le lundi 17 novembre, à 20h30, au FJT de la Meslerie (19 rue Emile-Sinoir) à Laval, une conférence-débat avec Jean-René Gautron, ancien vice-président de l'UNICEF-France, sur la « situation générale de l'école et de l'éducation dans les pays du Sud ».

Par ailleurs, la CASI organise ses rencontres de la solidarité internationale sur le thème « Ecole, éducation et développement en Afrique », le dimanche 23 novembre, salle du Vieux-Château, à Laval. Entrée gratuite. Au programme :

- 10 h 45 : ouverture du forum avec un rappel de quelques données sur la situation de l'école en Afrique.
- 11 h à 13 h : quelles réponses possibles ? Présentation de deux actions significatives au Sénégal.
- 14 h à 15 h 30 : table ronde sur le thème « Comment l'école et l'éducation participent-elles au développement ? ».
- À partir de 15 h 30, rendez-vous autour des associations de la Mayenne qui agissent pour l'école et l'éducation (espace expositions, espace documentation, etc.).